

MAZARS

**GROUPE FRANCO-AFRICAİN
d'ONCOLOGIE PEDIATRİQUE**

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016



MAZARS

Association Groupe Franco-Africain d'Oncologie Pédiatrique

Association régie par la loi 1901

Siège social : Institut Gustave Roussy, 114, rue Edouard Vaillant 94 800
Villejuif

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

G.F.A.O.P.

Comptes Annuels

Exercice clos le

31 décembre 2016

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux membres de l'association,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association Groupe Franco-Africain d'Oncologie Pédiatrique, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

G.F.A.O.P.

Comptes Annuels

Exercice clos le

31 décembre 2016

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

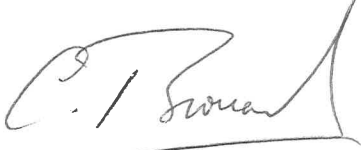
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Courbevoie, le 29 septembre 2017

Le commissaire aux comptes

MAZARS



CYRILLE BROUARD

SOMMAIRE :

BILAN ACTIF	Page 4
BILAN PASSIF	Page 5
COMPTE DE RESULTAT (1ERE PARTIE)	Page 6
COMPTE DE RESULTAT (2EME PARTIE)	Page 7

ANNEXES

1. Evènements significatifs de l'exercice	Page 8
1.1. Présentation de l'association	Page 8
1.2. Vie de l'association	Page 8
1.3. Evènements significatifs	Page 8
2. Principes, règles et méthodes comptables	Page 9
2.1. Référentiel	Page 9
2.2. Méthodes d'évaluation	Page 9
3. Notes explicatives sur le bilan	Page 10
3.1. Immobilisations brutes	Page 10
3.2. Amortissements et provisions d'actif	Page 10
3.3. Détail des immobilisations et amortissements	Page 10
3.4. Etat des créances	Page 10
3.5. Détail du poste « Produits à recevoir »	Page 10
3.6. Trésorerie	Page 11
3.7. Fonds propres	Page 11
3.8. Provisions pour risques et charges	Page 11
3.9. Fonds dédiés	Page 11
3.10. Etat des dettes	Page 11
4. Notes explicatives sur le Compte de résultat	Page 12
4.1. Dons reçus en 2016	Page 12
4.2. Charges de personnel	Page 12
5. Autres informations	Page 12
5.1. Effectif moyen	Page 12
5.2. Rémunération des trois principaux dirigeants	Page 12
5.3. Engagements et sûretés réelles consentis et reçus	Page 12
5.4. Evènements post-clôture	Page 13
5.5. Contributions volontaires en nature	Page 13
5.6. Statut fiscal	Page 13
6. Compte d'emploi des ressources	Page 13
6.1. Définition des missions sociales	Page 13
6.2. Répartition des charges entre les trois grandes catégories de dépenses	Page 13
6.3. Règles de définition et d'affectation des différentes ressources aux financements des charges	Page 13
Tableau du compte d'emploi des ressources	Page 14

BILAN ACTIF

En euros	Exercice clos le 31 déc. 2016			Exercice clos le 31 déc. 2015
	Brut	Amortissements et provisions.	Net	Net
Immobilisations incorporelles				
.Frais de recherche et développement				
.Concessions, brevets, droits similaires				
.Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
.Constructions				
.Installations tech., matériel & outillage				
.Autres immobilisations corporelles				
.Immobilisations en cours				
.Avances et acomptes sur				
Immobilisations financières				
.Prêts				
.Autres immobilisations financières				
TOTAL (I)				
.Comptes de liaison				
TOTAL (II)				
Créances				
.Avances et acomptes versés sur				
.Créances et comptes rattachés				
Autres créances				
. Autres	139 768		139 768	251 740
Valeurs mobilières de placement				
. Livret bleu Crédit Mutuel	77 961		77 961	15 091
. Compte à terme Crédit Mutuel	212 206		212 206	334 273
. Titres Parts B Crédit Mutuel	50 608		50 608	10 000
Disponibilités				
. Crédit Mutuel Compte courant	2 197		2 197	4 198
. SG Compte courant	4 488		4 488	8 160
. Caisse	75		75	75
TOTAL (III)	487 303		487 303	623 538
.Charges à répartir sur plusieurs exercices				
.Prime de remboursement des				
.Ecart de conversion actif				
TOTAL ACTIF	487 303		487 303	623 538

BILAN PASSIF

En euros	Exercice clos le 31 déc. 2016	Exercice clos le 31 déc. 2015
Fonds propres		
. Réserves		
. Report à nouveau	100 797	116 523
Résultat de l'exercice		
. Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	28 507	-15 726
Autres fonds associatifs		
. Fonds associatifs avec droit de reprise		
. Résultat sous contrôle de tiers financeurs		
Subventions d'investissement		
. Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
. Provisions réglementées		
TOTAL (I)	129 304	100 797
. Compte de liaison		
TOTAL (II)		
. Provisions pour risques et charges		
TOTAL (III)		
Fonds dédiés		
. Sur contributions à des projets spécifiques	99 607	4 350
Dettes		
. Emprunts et dettes assimilées		
. Fournisseurs et comptes rattachés	4 800	16 500
Autres		
. Etat – Impôt sur VMP	9 543	11 760
. Autres dettes		2 347
. Divers – Charges à payer	244 050	487 784
TOTAL (IV)	358 000	518 391
.Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL PASSIF	487 303	623 538

COMPTE DE RESULTAT (1ERE PARTIE)

	Exercice clos le 31 déc. 2016			Exercice clos le 31 déc. 2015	Variation
	France	Exportations	Total	Total	
Produits d'exploitation					
Montants nets produits d'expl.					
Autres produits d'exploitation					
Dons dédiés et non affectés					
. Dons reçus Sanofi			218 000	5 000	213 000
. Dons Entreprises			74 000	30 000	44 000
. Institut Gustave Roussy			40 000	105 043	-65 043
. Fondation Omer-Decugis				30 000	-30 000
. Dons particuliers			177 143	38 012	139 131
. Associations caritatives			108 910	71 779	37 131
Autres produits					
. Dons reçus des particuliers			5 852	8 131	-2 279
. Produits divers de gestion					
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs					
. Reprise de fonds dédiés			4 350	99 778	-95 428
Reprise sur provisions					
. Excédent sur IS des OBNL			3 720		3 720
Sous-total des autres produits d'exploitation			631 975	387 743	244 232
Total des produits d'exploitation (I)			631 975	387 743	244 232
Produits financiers					
. Produits financiers			6 952	17 929	-10 977
Total des produits financiers (III)			6 952	17 929	-10 977
Produits exceptionnels					
. Reprise sur provisions et transferts de charges				25 000	-25 000
Total des produits exceptionnels (IV)				25 000	-25 000
TOTAL DES PRODUITS (I + III + IV)			638 927	430 672	208 255

COMPTE DE RESULTAT (2EME PARTIE)

	Exercice clos le 31 déc. 2016	Exercice clos le 31 déc. 2015	Variation
Charges d'exploitation			
Achats de marchandises	178 108	200 149	-22 041
Autres achats non stockés			
. Etudes et prestations	5 000	57 415	-52 415
. Fournitures entretien	774		774
. Fournitures administratives	13 503		13 503
Services extérieurs			
. Autres charges externes de fonctionnement		8 822	-8 822
. Assurances	365		365
. Formation des partenaires	75 075		75 075
. Formation infirmières et techniciens		9 612	-9 612
. Formations		6 137	-6 137
. Formations collégiales		12 306	-12 306
. Assistances diverses	41 643		41 643
Autres services extérieurs			
. Intervenants extérieurs	100 391		100 391
. Honoraires	4 860	3 600	1 260
. Autres rémunérations et honoraires		3 870	-3 870
. Expédition, Poste	9 447		9 447
. Déplacement	71 304		71 304
. Réunion, Congrès	400	132 727	-132 327
. Réception	218		218
. Services bancaires	3 273		3 273
. Cotisations versées, abonnements	4 949		4 949
Engagements à réaliser sur ressources affectées			
. Engagements à réaliser sur subvention attribuée	99 607		99 607
Total des charges d'exploitation (I)	608 917	434 638	174 279
Charges financières			
Total des charges financières (III)			
Charges exceptionnelles			
Sur opérations de gestion			
. Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		7 457	-7 457
Total des charges exceptionnelles (IV)		7 457	-7 457
Impôts sur les sociétés (V)	1 503	4 303	-2 800
TOTAL DES CHARGES (I + III + IV + V)	610 420	446 398	164 022
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT		-15 726	15 726
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	28 507		28 507

ANNEXE

1. L'association

1.1. Présentation de l'association

L'association GFAOP a été déclarée à la Préfecture de Police de Paris le 23 novembre 2000 et sa constitution a été publiée au Journal Officiel le 10 décembre 2000.

Elle a pour objet de :

- Assurer la promotion de l'oncologie pédiatrique (tumeurs solides, lymphomes malins et leucémies de l'enfant) et de la recherche en oncologie pédiatrique ;
- Renforcer ou établir des liens avec la Société Française de lutte contre les Cancers et les leucémies de l'Enfant et de l'adolescent (SFCE), la Société Internationale d'Oncologie Pédiatrique (SIOP) et autres sociétés savantes, les organismes gouvernementaux ou non gouvernementaux à travers le monde ainsi que les associations ;
- Organiser des travaux collectifs de recherche et veiller à leur publication ;
- Organiser des actions de formation en oncologie pédiatrique ;
- Organiser des réunions de travail à caractère scientifique portant sur l'oncologie pédiatrique ;
- Développer les compétences locales, la multidisciplinarité, la qualité des soins permettant d'améliorer les taux de guérison des enfants atteints de cancer.

1.2. Vie de l'association

En 2016, l'association a fait appel au cabinet Certus Associés, pour la présentation des comptes annuels de l'association.

Du fait de l'appel public à la générosité, un compte d'emploi des ressources est présenté en annexe, conformément à la législation en vigueur (règlement CRC 2008-12).

1.3. Evènements significatifs de l'exercice

Les comptes de l'exercice 2016 présentent un excédent de 28.507 euros contre un déficit de 15.726 euros au titre de l'exercice précédent.

A la suite d'un changement de méthode comptable intervenu en 2015, les comptes « My Child Matters » (MCM) sont désormais partie intégrante du compte d'exploitation GFAOP, alors qu'ils étaient jusqu'en 2014 comptabilisés en compte de passages.

2. Principes, règles et méthodes comptables

2.1. Référentiel

Les comptes annuels de l'association GFAOP ont été établis et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014 et aux règlements n°99-01, relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, ANC n° 2014-03 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général, énoncé par l'Autorité des Normes Comptables.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et en application du règlement 99-01 du Comité de la Réglementation Comptable du 16 février 1999 prévoyant des adaptations spécifiques aux associations, fondations et fonds de dotation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.2. Méthodes d'évaluation

2.2.1. Les immobilisations

Néant

2.2.2. Les valeurs mobilières de placement et autres instruments financiers

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'achat hors frais d'acquisition.

A la clôture de l'exercice, elles sont évaluées à leur valeur probable de négociation.

La comparaison, effectuée entre la valeur d'entrée dans le patrimoine et la valeur inventaire, peut faire apparaître des plus-values ou des moins-values. Seules les moins-values latentes affectent le résultat de l'exercice sous forme d'une dépréciation.

2.2.3. Les créances

Les créances sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée dès qu'apparaît un risque de non recouvrabilité.

2.2.4. Les provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges concernent les litiges éventuels et comprennent notamment, les provisions destinées à couvrir les risques de reversement des ressources non consommées à la clôture de l'exercice.

2.2.5. Les fonds dédiés

Les fonds collectés font l'objet d'un traitement tenant compte de la volonté du donateur de participer au financement de projets définis. La partie des fonds collectés affectée par les donateurs et non utilisée à la clôture de l'exercice figure au passif du bilan.

2.2.6. Impôts

L'association n'est pas assujettie à la TVA. Elle est toutefois assujettie à l'impôt sur les sociétés concernant ses revenus sur les valeurs mobilières de placement.

3. Notes explicatives sur le bilan

3.1. Immobilisations brutes

Aucune acquisition d'immobilisation n'a été effectuée durant l'exercice 2016.

En euros	2015	↗	↘	2016
Incorporelles	0			0
Corporelles	0			0
Financières	0			0
Total	0			0

3.1.1. Immobilisations incorporelles

Néant

3.1.2. Immobilisations corporelles

Néant

3.1.3. Immobilisations financières

Néant

3.2. Amortissements et provisions d'actif

En euros	2015	↗	↘	2016
Incorporelles	0			0
Corporelles	0			0
Financières	0			0
Total	0			0

3.3. Détail des immobilisations et amortissements

En euros	Brut	Amort	Net
Concessions, droits et logiciel	0	0	0
Autre immo incorp.	0	0	0
Matériels	0	0	0
Installations générales	0	0	0
Matériel bureau et info.	0	0	0
Mobilier de bureau	0	0	0
Total	0	0	0

3.4. Etat des créances

En euros	Brut	A un an	A plus d'un an
Institut G. Roussy	139 768	139 768	0
Actif circulant et charges constatées d'avance :	0	0	0
Total	139 768	139 768	0

Les créances du poste « Institut Gustave Roussy » correspondent en totalité à des divers produits à recevoir.

3.5. Détail du poste « Produits à recevoir »

En euros	TTC
Dons ISF via IGR 2016	99 768
Convention IGR 2016	40 000
Total	139 768

3.6. Trésorerie

En euros	2015	2016	Variation
Placements	359 364	340 775	- 5.17%
Comptes courants	12 358	6685	- 45.91%
Disponibilités	75	75	-
Total	371 797	345 739	-

Les placements se décomposent de la façon suivante :

- Livret bleu Crédit Mutuel : 77.961 €
- Compte à terme Crédit Mutuel : 212.206 €
- Parts B Crédit Mutuel : 50.608 €

Deux comptes courants sont présents au sein de l'association GFAOP. D'une part, le Crédit Mutuel pour 2.197 € et d'autre part, la Société Générale pour 4.488 €.

Les disponibilités correspondent au fonds de caisse pour les petites dépenses.

3.7. Fonds propres

En euros	2015	↗	↘	2016
Réserves	0			
Report à nouveau	116 523	-15 726		100 797
Déficit 2015	-15 726		-15 726	0
Excédent 2016		28 507		28 507
Total	100 797	12781	-15 726	129 304

Le déficit constaté en 2015 a été affecté en report à nouveau.

3.8. Provisions pour risques et charges

En euros	2015	↗	↘	2016
Prov. pour risques & charges	0			0
Total	0			0

3.9. Fonds dédiés

En euros	2015	Fonds engagés en 2016	Utilisation courant 2016	Fonds fin 2016
MCM	4 350	213 000	117 743	99 607

Avec la reprise de 2015, les fonds dédiés apparaissent donc pour un montant de 99.607 euros au passif du bilan.

Les fonds restants fin 2016 correspondent à la partie non consommée fin 2016 des fonds alloués au projet MCM en 2016.

3.10. Etat des dettes

En euros	Brut	A un an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Factures non parvenues	4 800	4 800		
IS des OSBL	9 543	9 543		
Institut Gustave Roussy	185 002	185 002		
Autres dettes	59 048	59 048		
Total	258 393	258 393		

Les dettes correspondent en totalité à des charges à payer.

4. Notes explicatives sur le Compte de résultat

4.1. Dons reçus en 2016

En euros	2015	2016
Personnes privées	38 012	177 143
Associations caritatives	71 779	108 910
Organismes et sociétés savantes (IGR)	105 043	40 000
Fondation Sanofi	5 000	218 000
Entreprises	30 000	74 000
Total	279 834	618 053

Ces dons correspondent aux dons dédiés non affectés de l'exercice 2016.

Les dons reçus de l'Institut Gustave Roussy s'élevant à 40.000 € correspondent aux produits à recevoir au titre de 2016.

4.2. Charges de personnel

En euros	2015	2016	Var.
Rémunération du personnel	0	0	0
Rémunération des intermittents & assimilés	0	0	0
Charges sociales	0	0	0
Sous Total	0	0	0
Per Diem	0	0	0
Total charges de personnel	0	0	0

5. Autres informations

5.1. Effectif moyen

En euros	2015	2016	Variation
Cadres	0	0	0
Employés	0	0	0
Total	0	0	0

5.2. Etat des rémunérations visées par l'article 20 de la loi sur le volontariat associatif et à l'engagement éducatif (Loi n°2006-586 du 23 mai 2006)

L'association disposant d'un budget annuel qui est supérieur à 150 000 € mais percevant des subventions publiques de moins de 50 000 € n'est pas dans l'obligation de publier « les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature ».

En application volontaire de cette disposition, il est précisé les éléments suivants :

- Les membres du Conseil d'Administration, y compris les membres du Bureau, ne perçoivent aucune rémunération et ne bénéficient d'aucun avantage en nature ;
- Il n'y a aucun salarié qui réponde à la définition d'un cadre dirigeant.

5.3. Engagements et sûretés réelles consentis et reçus

5.3.1. Engagements donnés

Néant

5.3.2. Engagements reçus

Néant

5.4. Evènements post-clôture

Une convention a été signée entre Expertise France et le GFAOP le 16 décembre 2016 portant sur les exercices 2017, 2018 et 2019.

Cette convention a pour objet le « renforcement de la prise en charge des cancers pédiatriques au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Mali et en République Centrafricaine. »

Le montant de la contribution financière d'Expertise France s'élève à 462.176 € et sera versée en 3 tranches après validation, pour chacune d'elle, d'un compte rendu financier.

Aucun montant de cette convention n'apparaît dans les comptes de l'exercice 2016.

5.5. Contributions volontaires en nature (valorisation totale non encore estimée)

L'association bénéficie de diverses contributions :

- Locaux mis à disposition par l'Institut Gustave Roussy (15 m²) ;
- Travail bénévole d'une dizaine de personnes (hors administrateurs) ;
- Renonciation au remboursement de frais de mission (5.852 € en 2016 contre 8.131 € en 2015 inclus dans le compte de résultat sous la rubrique « dons des particuliers »).

5.6. Statut fiscal

Servant une cause d'intérêt général et à la gestion qui est totalement désintéressée, l'association est exonérée de tout impôt sur les sociétés de droit commun (IS, CET, TVA et taxe d'apprentissage). En revanche, elle ne récupère pas la TVA sur les biens et services qu'elle acquiert et est passible de la taxe sur les salaires, de la taxe d'habitation et de l'impôt sur les sociétés des organismes sans but lucratif applicable à certains produits financiers.

6. Compte d'Emploi des Ressources

Le compte d'Emploi des Ressources est présenté à la suite des commentaires ci-dessous.

Il a été établi en conformité avec le règlement CRC 2008-12.

6.1. Définition des missions sociales

Les missions sociales sont définies par les articles des statuts consacrés à l'objet et aux moyens d'action du fonds.

6.2. Répartition des charges entre les trois grandes catégories de dépenses

Les dépenses sont affectées directement selon qu'elles participent à la réalisation des missions sociales, à la recherche et au traitement de ressources, ou au fonctionnement de l'organisme.

6.3. Définition et affectation des différentes ressources aux financements des charges

Les ressources proviennent de particuliers, d'entreprises, de fondations, d'associations mais pas de financeurs publics.

Les produits de la générosité du public correspondent aux seuls dons non affectés des personnes physiques sachant que les seuls dons affectés correspondent aux contributions de la fondation Sanofi Espoir dans le cadre du programme My Child Matters.

Les concours des personnes morales sans but lucratif ont été regroupés dans la rubrique des « Autres fonds privés » ne provenant pas de la générosité du public. Les produits financiers sont repris en « Autres intérêts et produits assimilés ».

Groupe Franco-Africain d'Oncologie Pédiatrique: Compte d'Emploi des Ressources 2016 (en €)

	(1)	(3)		(2)	(4)
EMPLOIS	Emplois de N = Compte de résultat	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur N	RESSOURCES	Ressources collectées de N = Compte de résultat	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur N
			REPORT DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN DÉBUT D'EXERCICE		0
I- MISSIONS SOCIALES	608 917	182 995	1- RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC	182 995	182 995
1-1 Réalisées en France	0	0	1-1 Dons et legs collectés	182 995	182 995
- Actions réalisées directement	0	0	- Dons manuels non affectés	182 995	182 995
- Versements à d'autres organismes agissant en France	0	0	- Dons manuels affectés	0	0
1-2 Réalisées à l'étranger	608 917	182 995	- Legs et autres libéralités non affectés	0	0
- Actions réalisées directement	608 917	182 995	- Legs et autres libéralités affectés	0	0
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes	0	0	1-2 Autres produits liés à l'appel à la générosité du public	0	0
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	1 503	0	2- AUTRES FONDS PRIVES	440 910	
2-1 Frais d'appel à la générosité du public	0	0	3- SUBVENTIONS & AUTRES CONCOURS PUBLICS	0	
2-2 Frais de recherche des autres fonds privés	1 503	0	4- AUTRES PRODUITS	6 982	
2-3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics	0				
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	0	182 995			
I- TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	610 420		I- TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	630 887	
II- DOTATIONS AUX PROVISIONS			II- REPRISES AUX PROVISIONS	3 720	
III- ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES	0		III- REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTERIEURS	4 350	
			IV- VARIATION DES FONDS DÉDIÉS COLLECTÉS AUPRES DU PUBLIC (cf. tableau des fonds dédiés)		0
IV- EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	28 507		V- INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE		
TOTAL GENERAL	638 927		TOTAL GENERAL	638 927	182 995
V- Part des acquisitions d'immo brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public		0			
VI- Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public		0			
VII- Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		182 995	VI- Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		182 995
			SOLDE DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN FIN D'EXERCICE		0
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
Missions sociales	0		Bénévolat	0	
Frais de recherche de fonds	0		Prestations en nature	0	
Frais de fonctionnement et autres charges	0		Dons en nature	0	
TOTAL	0		TOTAL	0	